

ALINE LEBOEUF

Responsable du programme « Santé et environnement » de l'IFRI

La faim devrait demeurer sur l'agenda de la politique mondiale comme la question primordiale à résoudre.

Bien que de nombreuses crises internationales soient actuellement en concurrence pour attirer l'attention et déclencher la mobilisation des décideurs politiques du monde entier, la crise alimentaire mondiale, quoique moins présente dans les médias, reste un problème crucial et urgent qui doit être traité. 55 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë, 923 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim en 2008, 75 millions de plus que l'an dernier. Cela est d'autant plus alarmant que, depuis 6 ou 7 ans, ce nombre avait été, sinon réduit, du moins stabilisé. Ces vies auraient pu être sauvées si seulement les mesures nécessaires avaient été prises en temps voulu. Si cette dynamique se poursuit, les Objectifs du Millénaire ne seront pas atteints. L'instabilité pourrait s'étendre. Les solutions sont connues, elles existent et ce qui manque maintenant, c'est la dynamique politique pour les soutenir, les financer et les mettre en œuvre. Il y a une urgence éthique à agir.

Pourquoi une telle crise ?

Les causes de la crise alimentaire mondiale actuelle sont maintenant bien connues: changements climatiques, développement des biocarburants, augmentation de la production de viande, augmentation du coût de l'énergie, stocks alimentaires insuffisants, spéculation, pauvreté. Dans certains pays, les intermédiaires du marché ont fait d'énormes marges, en augmentant leurs prix tout en maintenant les prix des producteurs aussi bas que possible, et en empêchant les petits agriculteurs de tirer profit de la hausse des prix pour réduire leur pauvreté. Parfois, le marché national est structuré de telle manière (mauvaises infrastructures, préférence pour les importations meilleur marché soutenues par des subventions) que les agriculteurs pauvres ne peuvent même pas vendre leurs produits. Dans d'autres pays, l'accès à la terre est limité. En conséquence, la faim est plus répandue aujourd'hui dans les zones rurales, parmi les agriculteurs pauvres, que dans les villes.

Quelles sont les solutions ?

La première solution est d'adopter une stratégie à long terme de renforcement de l'agriculture mondiale. L'agriculture est une question cruciale, elle doit être préservée et soutenue comme un secteur important dans tous les pays et les sociétés. C'est une exigence pour la production, mais aussi pour l'emploi et les moyens de subsistance. Les solutions locales doivent être encouragées, mais des solutions globales doivent être mises en place pour restructurer les marchés mondiaux (on devrait discuter par exemple de la question des subventions, des systèmes de stockage, des chaînes de marché, de la capacité et de la possibilité de réglementer les prix mondiaux des produits alimentaires).

La faim est un problème de santé, et doit être reconnu comme tel. Les solutions sont aussi médicales, notamment en ce qui concerne la lutte contre la malnutrition des enfants.

À court terme, pour répondre à l'urgence de la crise, un nouveau système de gouvernance mondiale doit être mis en place. En s'inspirant des réponses apportées pour lutter contre le VIH / sida, la grippe aviaire ou le changement climatique, 3 outils pourraient être utilisés :

- Au niveau politique mondial, une conférence annuelle mondiale pour soutenir une stratégie globale, mobiliser les dirigeants politiques et organiser les engagements financiers.
- Au niveau technique mondial, un réseau d'experts pour discuter des problèmes de stratégies et des mises en œuvre techniques, ainsi que du soutien souple et efficace d'une collaboration entre tous les acteurs. Un tel réseau permettrait de prendre en compte les dimensions complexes, diverses mais complémentaires de la crise alimentaire mondiale, plutôt que de la réduire à une seule question de production.

- Au niveau financier, la création d'un fonds d'affectation spéciale pour assurer un financement d'urgence et à long terme.

Parallèlement à ces efforts de gouvernance, un soutien appuyé doit être apporté aux réponses urgentes, afin de sauver les enfants et les adultes en danger.

Au niveau national, nous devons soutenir la mobilisation de la société civile pour lutter contre la faim en forçant les gouvernements à prendre des mesures, car chaque pays a également un rôle à jouer pour contribuer, à son niveau, à la lutte contre la faim.